

L'intransigent pragmatique qui fait tanguer le sommet européen

Viktor Orbán menace de bloquer le lancement des négociations d'adhésion de l'Ukraine et une nouvelle aide de 50 milliards d'euros lors du sommet européen des 14-15 décembre. Un radicalisme symbole de son œuvre politique, où les coups bas se mêlent aux compromis en fonction de ses intérêts.

PORTRAIT

JOËL LE PAVOUS
CORRESPONDANT À BUDAPEST (HONGRIE)

Pour certains, il utilise un énième chantage afin de libérer les fonds européens gelés. Pour d'autres, sa menace de bloquer les négociations d'adhésion de l'Ukraine et une nouvelle tranche d'aide de 50 milliards d'euros, lors du sommet européen décisif de ces jeudi et vendredi, met l'UE au pied du mur. Une chose est sûre : Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois, attire tous les regards et aime trôner au centre du jeu, comme depuis le début de sa carrière politique juste avant la chute du communisme.

Le 16 juin 1989 à Budapest, le démocrate barbu aux cheveux longs, fondateur du Fidesz, explosait en réclamant le retrait des Soviétiques sur la place des Héros. En mai 1998, le rebelle passé conservateur chassait les héritiers du Parti unique et devenait, à 35 ans, l'un des plus jeunes dirigeants du continent. Radicalisé par ses revers de 2002 et 2006, Orbán prit le pouvoir en 2010 aux sociaux-libéraux balayés par la crise financière, installa son régime autoritaire et se posa en trublion de l'Union.

Zsuzsanna Széllényi, déçue du Fidesz, a claqué la porte en 1994 face au tournant droitier du parti. Autrice d'un essai sur la « démocratie salée » de Viktor Orbán, cette ancienne du Conseil de l'Europe déplore l'extrémisme et le cynisme de son ex-camarade. « Le radicalisme était sa marque de fabrique au Fidesz. Il l'a transformée en celle du pays depuis 2010. Avec sa politique de la force, Orbán fait monter les enchères quitte à bloquer l'UE. Si son chantage sur l'Ukraine passe, cette attitude sera la norme. Orbán ne croit pas aux valeurs, mais au pragmatisme. Il ne regarde que son intérêt actuel. Ses amis peuvent devenir ses ennemis », dit-elle.

Pas de « Huxit » en vue

Dont acte. En 2019, Orbán applaudissait l'arrivée d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission. Le gel des fonds européens, au lendemain des élections hongroises de 2022, propulsa l'Allemande dans le camp adverse. Résultat : une « consultation nationale » critique de l'UE et de l'Ukraine l'épingla aujourd'hui aux côtés d'Alexander Soros, fils du milliardaire ex-bienfaiteur de « Viktor » métamorphosé en bête noire. Les contradictions s'ajoutent aux trahisons. Orbán prône la paix en Ukraine mais encourage la défense armée d'Israël face au Hamas.

Il rejette un élargissement de l'Union vers l'Ukraine mais encourage l'intégration des pays des Balkans, comme la Serbie de son allié Aleksandar Vucic. Budapest défendait farouchement les Hongrois de Transcarpatie « maltraités » par Kiev. Vendredi dernier, la Rada ukrainienne amendait sa loi sur les minorités nationales afin d'apaiser les



Le Premier ministre hongrois aime trôner au centre du jeu, comme depuis le début de sa carrière politique juste avant la chute du communisme.

© REUTERS

tensions. Mais le dirigeant magyar n'en a cure, jugeant désormais l'Ukraine « corrompue » et « pas prête » à intégrer l'UE. De quoi alimenter le soupçon d'un Orbán pantin de Vladimir Poutine, que le leader hongrois a rencontré mi-octobre en Chine.

« Si Orbán était dans les mains de Poutine, il ne rencontrerait pas Macron. Orbán ne se ferme aucune porte, que ce soit la Chine, la Suisse, Poutine, le président argentin Milei (il était à son investiture), Erdogan (attendu bientôt à Budapest) ou l'Égypte », rétorque le politologue Ágoston Mráz de l'Institut Nézőpont, proche du pouvoir. « Orbán est un politicien destructeur d'influence qui croit aux messages forts. Il veut un changement à Bruxelles, mais reste un réaliste qui ne sortira jamais la Hongrie de l'UE. »

Le dirigeant magyar torpille les « bureaucrates de Bruxelles » mais sait qu'un « Huxit » dévasterait son pays majoritairement proeuropéen, attirant les investisseurs chinois et coréens avec son statut d'Etat membre. Il partage le discours antimigrants de l'AfD mais évite de s'aliéner l'industrie automobile allemande estampillée CDU/CSU, considérablement puissante en Hongrie. Orbán bloque l'entrée de la Suède dans l'Otan, mais souligne l'importance de l'alliance atlantique pour la protection nationale.

L'équilibrisme

La danse du paon d'Orbán donne le tournis à ses partenaires européens, mais Budapest capitalise sur l'équilibrisme : capitaux allemands et usines

de batteries chinoises, alliances occidentales et ouverture vers les puissances de l'Est, soutien de la défense européenne commune et plaidoyer pour une Europe des nations, relation avec Poutine et vote des sanctions, procès de « Bruxelles » et réformes judiciaires pour libérer l'argent confisqué. Ce qui n'empêchait pas l'un de ses lieutenants de vilipender l'Union, quelques jours avant le dégel de 920 millions d'euros sur les 4,6 milliards du plan RePowerEU hongrois.

« Les institutions européennes sont sous influence de Soros et ses amis libéraux. Les gouvernements proposant une politique inverse se voient taxés de renégats », charge Balázs Orbán, directeur politique du dirigeant magyar, sur son compte X. « L'Etat de droit ne devient un problème que si quelqu'un adopte une loi sur la protection de l'enfance, repousse les migrants illégaux ou refuse d'abandonner l'indépendance de sa politique étrangère, qui est le pilier de la souveraineté d'un Etat », considère-t-il.

La « défense de la souveraineté » justifie l'actuelle « consultation nationale » qui accuse sans preuve « Bruxelles » de vouloir implanter des « ghettos de migrants » en Hongrie, dénonce à tort le « soutien bruxellois aux organisations palestiniennes » dont le Hamas, tance l'Ukraine et fustige la « propagande LGBTQ ». Elle nourrit une loi controversée, votée ce mardi, qui criminalise le financement étranger des partis et instaure une autorité de surveillance chargée d'enquêter sur les « influences étrangères ». Objectif ? « Éviter toute tricherie électorale », ar-

gument Máté Kocsis, le patron du groupe parlementaire Fidesz. Manière, surtout, d'assommer encore plus une opposition déjà moribonde, qui aurait reçu huit millions d'euros d'une ONG américaine pour la campagne législative 2022 soldée par une raclée dans les urnes.

« Guerre de civilisation »

István Hegedus, figure du Fidesz originel, ne reconnaît plus le Viktor Orbán progressiste d'autrefois qui suscite maintenant l'admiration des ultraconservateurs de tous horizons, espère le retour de Trump à la Maison-Blanche et clame avoir « vacciné » la Hongrie contre le « virus woke ». Le sociologue magyar, président de l'ONG proeuropéenne Hungarian Europe Society, s'insurge contre le « populisme », « l'autoritarisme » et la « politique identitaire » d'Orbán, dont il s'éloigna au milieu des années 1990.

« Viktor s'est droitisé par calcul, mais aussi pour se venger des critiques de l'intelligentsia libérale de l'époque. Il mène une contre-révolution culturelle et une guerre de civilisation contre les migrants, les LGBTQ, les organisations financées par Soros et les élites libérales qui séduisent les droites radicales », pointe Hegedus. « Chez lui, le combat ne cesse jamais. La loi sur la souveraineté, qui vise à intimider ceux qui pensent autrement sous prétexte de lutte contre les influences étrangères, suit cette logique. »

Les triomphes de Robert Fico et de Geert Wilders amènent du souffle au « vent du changement » qu'Orbán souhaite en Europe. Isolé depuis sa rupture avec le PPE, le national-populiste entretient son rêve d'une grande alliance souverainiste et antimigrants après les élections continentales de juin 2024. Orbán évoque des négociations avec les euroseptiques d'ECR, où siègent Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni et le PiS écarté du pouvoir en Pologne. Mais sauront-ils éclipser leurs différends sur la Russie ?



Si Orbán était dans les mains de Poutine, il ne rencontrerait pas Macron. Orbán ne se ferme aucune

porte
Ágoston Mráz
Politologue

